



lundi 11 février 2019

La colère est toujours là... les manifestants aussi !

Samedi dernier, pour l'acte XIII du mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement annonçait l'essoufflement du mouvement... comme il le fait chaque semaine depuis bientôt trois mois ! Un mouvement qui renaît pourtant de plus belle à chaque occasion de manifester par dizaines de milliers dans les rues. Les manifestations de samedi ont suivi celles du 5 février : la CGT et Solidaires – rejoints par les Gilets jaunes – avaient appelé à la grève et environ 300 000 personnes avaient défilé dans les rues.

Violences policières : l'aveu de faiblesse du gouvernement

Macron et Philippe ne savent plus quoi faire : des mises en scène du « grand débat » aux discussions sur le rétablissement ou non du 90 km/h sur les routes, toutes leurs tentatives pour botter en touche ont échoué. Dernier avatar : Macron voudrait un référendum à l'issue du « grand débat »... Peu de chances que les questions nous apportent satisfaction vu qu'il est interdit d'y parler salaires, niveau de vie, suppression du CICE, rétablissement de l'ISF...

Il ne reste à l'exécutif que la répression : depuis novembre, la brutalité policière a fait plus de 1 700 blessés, dont au moins 94 graves, 13 au moins ayant perdu un œil selon un décompte de la Ligue des droits de l'Homme du 18 janvier – et donc déjà dépassé. Samedi encore, à Paris, un manifestant a eu la main arrachée par une grenade. Quatre jours plus tôt, Castaner faisait voter à l'Assemblée nationale une « loi anticasseurs », écrite par la droite et qui renforce les pouvoirs déjà exorbitants des préfets et de la police.

Mais les flics n'ont que très difficilement le dernier mot face à des Gilets jaunes qui ne se laissent pas impressionner. Et c'est bien cela qui donne des sueurs froides à Macron, Philippe et, au-delà, à tous les nantis : la brutalité de la répression ne fait pas taire la contestation, preuve de l'impuissance de l'exécutif à reprendre la main.

Gouvernement et patronat ont peur que nous rejoignons les Gilets jaunes ?

Raison de plus pour le faire !

À défaut, le gouvernement tente au moins de rassembler derrière lui le monde des riches. Sa « loi alimentation » satisfait les lobbies de l'agro-industrie et de la grande distribution, et a déjà fait augmenter de 4 % le prix des cent produits les plus vendus.

Le gouvernement veut aussi supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Cela annonce de nouvelles coupes sombres dans des établissements scolaires déjà sinistrés. Dans les hôpitaux aussi, où rien ne va déjà plus : nouvelles fermetures de lits, d'unités de soin, et des personnels toujours plus exténués par le manque d'effectifs. Tout cela pour dégager l'argent des subventions qui permettent d'arroser les actionnaires, comme le CICE : 20 milliards d'euros par an – 40 sur le budget 2019 !

Dans les entreprises aussi, les raisons de nous battre ne manquent pas. Partout, les directions font pression pour intensifier le travail. Et, toujours, l'épée de Damoclès des licenciements, des fermetures, comme on l'a encore vu avec les 200 travailleurs licenciés de l'usine Arjowiggins, qui produisait le papier... des billets de banque : spectaculairement, ils ont mis le feu aux stocks... Tout un symbole !

Mais gouvernement et patronat ont peur que nos luttes rejoignent celle des Gilets jaunes. Ne cherchez pas, c'est l'unique raison des primes accordées par certaines grandes entreprises à une partie de leurs salariés sur demande d'un Macron aux abois !

S'en prendre au gouvernement, mais aussi aux nantis qu'il représente

Les slogans des Gilets jaunes visent, à juste titre, Macron, son gouvernement, ses députés aux ordres. Mais tous ces politiciens ne font que défendre les intérêts des classes possédantes, du patronat des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Et les presque 6 000 euros net que touche un député ne doivent pas faire oublier les *centaines de milliers* d'euros perçus tous les mois par les grandes fortunes ! Ce sont ces riches qui possèdent les grandes entreprises, là où ils profitent de notre travail. Là où nous avons donc les moyens de les faire payer.

Les riverains avec nous

La semaine dernière, une réunion de concertation publique a eu lieu sur le projet d'hôpital. Des camarades de l'usine y sont intervenus, très bien accueillis par les riverains présents. Ils comprennent nos préoccupations, et s'inquiètent des nuisances à prévoir. Autant de raisons de continuer à s'adresser aux habitants du quartier, pour construire ensemble la mobilisation.

La valse des ambassadeurs

Tel un gouvernement fantôme, ils s'échangent les postes : une semaine, c'est le directeur qui s'attribue le rôle d'ambassadeur de la Mairie de Paris, la suivante, c'est la DRH. Ils sont au moins une dizaine, pour brasser... du vent. Qu'il s'agisse de Poissy, de Safran, ou de toute autre « destination », il n'y a dans toutes leurs petites annonces aucune garantie. Recherche explorateur pour parcourir les Pôles... Emploi.

Un bide, comme le Grand Débat

Toutes les semaines on nous le répète en Quart d'Heure Com' : il n'est pas trop tard pour rendre notre questionnaire. Il faut dire que ce questionnaire de la direction n'a pas remporté un franc succès.

A la question de savoir si nous préférons quitter l'usine ou aller voir ailleurs, peu d'entre nous ont jugé bon de répondre.

Silence radio

Depuis le tract de l'Alliance qui annonçait leur volonté de signer les mesures spécifiques pour Saint-Ouen, et la signature en elle-même le 30 janvier, les signataires se sont fait bien discrets. Après les réactions provoquées par le tract du 17 janvier et les 144 signatures pour manifester l'opposition de nombreux salariés à cet accord, la direction en a peut être eu marre de jouer les pompiers.

400 euros pour tous

Les négociations annuelles obligatoires ont commencé, la deuxième réunion salaire a lieu le 14 février. Alors que des records de ventes ont été battus en 2018 avec plus de 3,8 millions de véhicules vendus, c'est 400 euros d'augmentation mensuelle pour tous qu'il faut pour nos salaires. Rien à espérer de ces simulacres de discussions, mais tout à attendre de notre mobilisation collective, embauchés comme intérimaires.

A Saint-Ouen comme à Hérimoncourt : PSA casseur d'emplois

PSA a annoncé la fermeture du site d'Hérimoncourt, qui emploie un peu plus de 200 salariés, et le transfert des activités de recyclage de moteurs et de boîtes de vitesses à Vesoul, à 80 kilomètres de distance.

A Vesoul, les salariés travaillent 37h45 payées 36h, ce qui explique la rentabilité de ce transfert pour la direction. Dès le lendemain de l'annonce, les salariés se sont tous mis en grève sur les deux équipes la journée du 7 février. Et ce lundi, les salariés étaient à nouveau en grève et organisaient une manifestation de 350 personnes avec des syndicalistes de Sochaux et la population.

Saint-Ouen et Hérimoncourt, même combat !

Surexploitation sur un siège éjectable

La direction affirme qu'une offre de reclassement à PSA Vesoul sera proposée aux salariés d'Hérimoncourt.

Se faire muter et déménager pour aller sur un site qui lui-même doit perdre 450 emplois en 3 ans, pas de quoi se sentir rassuré. En plus, pour travailler 37h45 par semaine payé 36 heures (ça revient à une journée de travail gratuit par mois).

Comme avenir, on a vu mieux.

Vent d'est de rébellion

En Hongrie, à l'usine automobile AUDI de Győr, après 6 jours de grève, les 13 000 salariés du site ont gagné 18 % d'augmentation du salaire de base, avec une augmentation minimum de 240 € par mois. La grève a été tellement forte qu'elle a entraîné l'arrêt du site Audi d'Ingolstadt en Allemagne et un arrêt partiel du site Volkswagen de Bratislava en Slovaquie. Maintenant, les capitalistes qui avaient implanté des entreprises automobiles dans le pays (Daimler, Suzuki, General Motors, BMW...) s'inquiètent, ainsi que ceux qui sont dans les pays de l'Est voisin.

Ils ont encore en mémoire la grève massive des salariés de Volkswagen en Slovaquie en 2017 ou encore la grève de 2 000 ouvriers de l'usine Fiat en Serbie la même année.

Espérons que c'est le début contagieux d'une révolte sur les salaires dans toute l'Europe.

Deux présidents... de trop

Au Venezuela, le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaido, s'est autoproclamé Président par intérim du pays. Trump l'a immédiatement soutenu face au Président Maduro. Et l'Europe, Macron en tête, lui a emboîté le pas.

La situation du peuple vénézuélien est catastrophique et les plus pauvres sont forcés à l'exil. Les classes populaires n'ont aucune raison de se mettre derrière le gouvernement répressif et corrompu de Maduro. Mais un président autoproclamé, issu des rangs de la bourgeoisie, n'améliorera certainement pas leur sort.

L'objectif de ces prétendus démocrates n'est autre que de remettre la main sur l'argent du pétrole.